



---

### AU SUJET DE L'ANNULATION DU CONCOURS FRAUDULEUX : UN POUVOIR DE FRAUDEURS QUI NE MERITE AUCUNE CONFIANCE

*Par Xavier*

Dans le relevé des conclusions des négociations entre le Gouvernement et les Centrales syndicales en date de 07 mars 2014, il est écrit : « *L'annulation pure et simple des concours frauduleux organisés par le Ministère de la Fonction Publique au profit du Ministère de l'Economie et des Finances les 28 juillet et 25 août 2012.*

*La délégation gouvernementale a indiqué que les conclusions des travaux de la Commission déjà mise en place dans ce cadre et qui paraîtront dans les meilleurs délais, pourront permettre de faire la lumière sur la question et de situer les responsabilités. (...) Les résultats des travaux de la Commission seront transmis au Gouvernement le 17 mars 2014. Il délibèrera sur le dossier le 21 mars 2014. »*

Ensuite le relevé des conclusions de la Rencontre accordée par le Chef de l'Etat, Boni YAYI, le 12 mars 2014, on lit : « *Sur la question des concours organisés, le Président de la République a rappelé que la Commission instruite pour connaître du dossier déposera son rapport au plus tard le 17 mars 2014 et que le Gouvernement avisera à partir du 21 mars 2014.* »

Déjà on peut remarquer un glissement de date. Alors qu'à la rencontre avec le Gouvernement, il est indiqué que le Gouvernement délibèrera sur le dossier le 21 mars 2014 ; avec le Chef de l'Etat, on lit que « Le Gouvernement avisera à **partir du** 21 mars 2014 ».

Mais aujourd'hui, depuis le 21 mars, où en est-on ? Rien au sujet du dépôt des conclusions de la Commission, mais surtout rien à propos de la délibération du Conseil des Ministres !

Boni YAYI ne vient-il pas de prouver là encore une fois qu'il ne mérite aucune confiance ?! Décidément, on a affaire à un gouvernement de corrompus, de fraudeurs et qui ne respecte aucun engagement ! Un pouvoir à dégager de la tête du pays, au plus tôt !

### **LE BENIN DANS LA NUIT NOIRE**

*Par Tom*

YAYI Boni a plongé le pays dans le gouffre sur les plans économique, éducationnel, moral. A cela s'ajoute maintenant, l'aggravation sans précédent de la crise énergétique.

Des journées, des nuits sans lumière augmentant les difficultés déjà énormes des producteurs, grands et petits ; les tenanciers des débits de boissons, des hôtels, les vendeuses de glace ou d'eau glacée, les tenanciers des poissonneries, les restaurateurs, les soudeurs, les rebobineurs, les boulangers, les dépanneurs radio et télé, les tenanciers de cybercafés, etc., tous ceux là sont en deuil. La longue durée des coupures, allant jusqu'à plus de seize heures d'affilée à Cotonou et deux jours ailleurs, ruine toute solution alternative. Les groupes électrogènes ne tiennent plus et le coût devient prohibitif !!!

Et pendant ce temps le gouvernement s'en fiche. On sait que Boni YAYI est plongé, depuis la BOAD, dans les scandales liés à la crise énergétique dans notre pays. Ensuite, sous son pouvoir, des DG de la SBEE reconnus coupables de malversations ont été promus députés au Parlement sur la liste de la mouvance présidentielle en 2007. Des dizaines de milliards sont engloutis à Maria-Gléta dans une Centrale à turbine qui pète à chaque démarrage et ne produit pas un kilowatt. Des annonces hasardeuses et improvisées sont faites à propos de construction de barrages hydroélectriques ! Comme pour s'amuser et se moquer des peines et difficultés des consommateurs et du peuple, plongés dans le noir ! La dernière en date est cette affaire de détournement de 2 milliards des caisses de la SBEE (comme à la SONACOP !) au profit des dirigeants !

La faillite du pouvoir de Boni YAYI est totale. Comme l'a dit Philippe NOUDJENOUME, 1<sup>er</sup> Secrétaire du PCB et Président de la Convention Patriotique des Forces de Gauche, "**YAYI Boni et son Gouvernement ne sont**

**plus crédibles pour continuer de gouverner le pays''** Il doit partir et le plus tôt sera le mieux afin de laisser la place aux travailleurs en lutte d'installer leur propre pouvoir, le pouvoir des travailleurs et des peuples.

## **LES TRAVAILLEURS ET LE POUVOIR D'ETAT POUR VAINCRE LA FATALITE**

*Par Jean Kokou ZOUNON*

Tout le monde (à part le petit groupe de profiteurs) en a marre du pouvoir de Boni YAYI. Tout le monde souhaite ardemment son départ ; la plupart, son départ immédiat. Les travailleurs sont maintenant en grève et en lutte depuis bientôt trois mois, pour protester contre la gouvernance anti-démocratique, opaque et ruineuse du pays par le dictateur. La jeunesse, notamment scolaire et universitaire a rejoint le combat et commence, à travers marches et manifestations de rue, à crier à la démission de Boni YAYI. Dans tous les cas, le mouvement des travailleurs a ébranlé le pouvoir de Boni YAYI dont le monde voit maintenant la fin certaine. Mais par quel nouveau pouvoir le remplacer ?

Là, à ce niveau on observe déjà que des éléments tenant des anciens et actuels pouvoirs ruineux se positionnent ; Les généraux Gbian et Amoussou (Fernand) ont confectionné des calendriers ! Irénée KOUPAKI, le frère jumeau de YAYI appelle à la "mobilisation générale à propos de la LEPI". Aucun de ces prétendants au pouvoir et d'autres ne se préoccupent pas véritablement des revendications des travailleurs, comptant même sur le soutien d'un Boni YAYI "faiseur de roi". Tous, ils ne voient les travailleurs et leurs luttes que comme des marches-pieds pour parvenir (avec la LEPI truquée) au pouvoir. Aucun d'eux ne pense, ne souhaite et ne veut voir un pouvoir des travailleurs et des peuples, comme par exemple en Afrique du Sud avec la COSATU, l'ANC et le Parti Communiste en alliance au pouvoir.

Or le prochain pouvoir au Bénin, pour être viable, doit bannir les graves lacunes, fraudes, assassinats crapuleux, corruptions, improvisations, ainsi que les actes antipatriotiques du pouvoir de Boni YAYI. Le prochain pouvoir doit garantir les libertés aux travailleurs et au citoyen, la lutte efficace contre la corruption, la fraude et l'impunité, le relèvement de l'instruction et la fin de l'analphabétisme, la promotion de la production nationale et la protection des producteurs nationaux, la dignité de notre pays. Tout ceci afin de lutter efficacement contre le chômage. **En un mot, le prochain pouvoir doit être véritablement démocratique : un gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.** Mais qui, quelle couche, à intérêt à un tel pouvoir et qui peut l'assurer ?

Seuls les travailleurs ont, en premier lieu, véritablement intérêt à un tel pouvoir et peuvent l'assurer. Les expériences amères connues ont consisté à laisser le pouvoir à des hommes là-haut, sans aucun contrôle sur eux. Or ces dirigeants n'ont aucun intérêt à lutter contre la corruption dont ils sont souvent les principaux instigateurs et bénéficiaires. Ces dirigeants, pour "s'enrichir en paix" ont tôt fait de vouloir entraver et confisquer les libertés. Dès lors, l'assurance de la garantie des libertés, de la lutte contre la corruption ne se trouve que dans les mains des travailleurs eux-mêmes. Ainsi donc, le prochain pouvoir, pour être viable, doit être assis sur des nouveaux droits à conquérir par les travailleurs et qui fondent leur pouvoir en leurs mains :

- Pour la garantie des libertés : Sanction et jugement des violateurs des libertés ;
- Pour la transparence et la restauration de l'enthousiasme au travail : élection et révocabilité des DG et Directeurs Techniques des Entreprises et Administrations Publiques ;
- Pour le développement de l'instruction et la suppression de l'analphabétisme : instruction à travers nos langues nationales ;
- Pour le développement de la production : la protection des producteurs nationaux et promotion de la production nationale.

C'est un tel pouvoir qui est susceptible de nous sortir sûrement et durablement du borbier dans lequel Boni YAYI a plongé le pays. Les travailleurs en lutte ne doivent plus s'arrêter à mi-chemin. Il ne faut plus qu'ils se contentent d'ébranler un pouvoir, de le renverser même pour que d'autres viennent le prendre. Il ne faut plus que se répètent les expériences de 1963, 1965, 1967, 1969, 1972, 1990. Il faut que les travailleurs osent prendre le pouvoir à la base (élire et destituer les responsables) et fassent accord au sommet avec les partis et organisations qui garantissent et appliquent ces principes. Alors la fatalité pourra être vaincue.